

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité Administrative – Bat C – 2ème étage
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 2 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDPR France Holding parc éolien LINIEZ II

25 quai Panhard et Levassor
75013 PARIS 13

Références :

Code AIOT : 0010013603

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement EDPR France Holding parc éolien LINIEZ II implanté 36150 LINIEZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée pendant le chantier de construction du parc éolien : les travaux de terrassement et de fondation sont achevés, aucune éolienne n'est montée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDPR France Holding parc éolien LINIEZ II
- 36150 LINIEZ
- Code AIOT : 0010013603
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du parc éolien, composé de 5 aérogénérateurs (E1 à E5) et d'un poste de livraison électrique (PDL) implantés sur la commune de Liniez, est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/07/2019 modifié.

La société EDPR assure l'assistance à maîtrise d'ouvrage pendant le chantier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions de réalisation du chantier de construction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 5 - Titre II	/	Sans objet
6	déplacement de flore protégée (dérogation)	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	coordonnées des aérogénérateurs	Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 3 - Titre I	/	Sans objet
2	chemins d'accès	Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 4 – Titre I	/	Sans objet
3	calendrier des travaux	Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 4.2 – Titre II	/	Sans objet
5	déclaration de démarrage du chantier	Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 1 - Titre III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : coordonnées des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 3 - Titre I
Thème(s) : Autre, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Coordonnées géographiques en Lambert 93 des 5 aérogénérateurs, du poste de livraison électrique et du local technique.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Document consulté : - plan de rétablissement de limite et d'implantation au 1/2000 du 13/01/2022 par la société BA.Géo. Les données sont cohérentes avec celles autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 4 – Titre I
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur. Données du dossier de demande d'autorisation environnementale et du porter à connaissance de 2022 : - plan des chemins d'accès
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les chemins d'accès aux 5 aérogénérateurs ont été empruntés en véhicule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : calendrier des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 4.2 – Titre II
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour éviter de perturber les espèces nicheuses, les travaux de construction ou de déconstruction des aérogénérateurs ne doivent pas débiter entre le 1er avril et le 31 juillet inclus. Si ces travaux devaient commencer dans cette période, une vérification par un expert qualifié de l'absence de nidification de l'avifaune protégée sur les emprises et à proximité du chantier devra être réalisée. En cas d'interruption des travaux supérieure à un mois, avec une reprise des travaux entre le 1er avril et le 31 juillet inclus, un contrôle préalable analogue doit être mis en œuvre. Le rapport établi par l'expert est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les aménagements temporaires (aire principale du chantier de construction / déconstruction, plates-formes de montage) et pérennes (chemins d'accès, plates-formes de maintenance, fondations des aérogénérateurs et passages des câbles de raccordement) sont réalisés en dehors des aires remarquables (notamment les milieux prairiaux, les points d'eau, les zones humides et les massifs boisés) et avec le souci de préserver les zones boisées, particulièrement le réseau de haies et les arbres isolés, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Documents consultés : - planning des travaux (tableur présenté en inspection); - courrier du 28/01/2022 de la société EDPR au préfet de l'Indre relatif au démarrage des travaux. Les travaux ont démarré le 22/02/2022 et ont été interrompus pendant deux semaines au mois d'août 2022. Les chemins d'accès ainsi que les virages et les plateformes des 5 aérogénérateurs ont été empruntés en véhicule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 5 - Titre II
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout prélèvement d'eaux de surface ou souterraine et tout rejet dans le milieu naturel de produits dangereux pour l'environnement ou susceptible de dégrader l'environnement sont interdits, que ce soit en phase de travaux ou d'exploitation.</p> <p>L'exploitant s'assure que le personnel intervenant sur le chantier de construction/déconstruction et lors des maintenances de l'installation est sensibilisé à la vulnérabilité de la ressource en eau. [...] Cette disposition fait l'objet de consignes écrites formalisées dans le plan de prévention, incluant la liste des autorités à prévenir en cas d'incident/accident.</p> <p>Des mesures spécifiques sont prises pour préserver la ressource en eau. Ces mesures sont à minima les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les aires de stockage des carburants, de dépôts des engins et d'entreposage des produits et des déchets sont limitées à une aire étanche positionnée en dehors des zones où les nappes d'eau souterraine sont vulnérables, et équipée de bacs de rétention pour le stockage des produits inflammables, de bidons destinés au recueil des eaux usagées qui seront évacués à intervalles réguliers et de fossés afin de recueillir des déversements accidentels. Tout stockage de produits polluants pour l'environnement (incluant les hydrocarbures et les huiles hydrauliques) est interdit en dehors des aires sus-visées. • Des rétentions sont associées à chaque stockage de produits dangereux pour l'environnement. Les rétentions sont dimensionnées pour contenir la totalité du volume de produits stockés. Tout stockage de ces produits en dehors des rétentions est interdit. La zone de stockage est inaccessible en dehors des heures de chantier. • L'entretien des engins de chantier est interdit sur le site, sauf en cas de force majeure et sous réserve de la mise en place préalable d'une aire étanche. • Le ravitaillement des engins devra se faire au minimum au-dessus de l'aire sus-visée ou au-dessus d'une aire étanche éventuellement mise en place. • Les déchets dangereux pour l'environnement, produits dans le cadre du chantier de construction/déconstruction, sont stockés dans des conteneurs adaptés au contenant et étanches. Ces déchets sont régulièrement collectés et éliminés par une société spécialisée. • [...] • Des kits anti-pollution sont tenus à la disposition des opérateurs de chantier et des agents en charge de la maintenance afin de contenir les conséquences d'un déversement de produits dangereux en cas d'incident/accident. • [...] <p>Un suivi de chantier est mis en place pour s'assurer de la mise en œuvre des mesures préconisées.</p> <p>Constats : L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mentionner l'obligation d'informer l'inspection des installations classées dans les consignes à appliquer en cas de déversement accidentel de produits dangereux pour l'environnement; - confirmer la mise à disposition du personnel intervenant sur le chantier plusieurs kits anti-pollution de manière à optimiser leur réactivité en cas de déversement; - justifier le caractère étanche du sol de la base vie; - justifier que la cuve de carburant est dotée d'une paroi double jouant le rôle de rétention intégrée.

Observations : Documents consultés :

- note "Phase de construction - Exigences minimales pour l'environnement" du 05/05/2021 par EDPR;
- plan général de coordination (PGC) du 10/01/2022 par la société MEGATEC INGENIERIE;
- plan de la base vie du 16/09/2022;
- registre journal de la coordination de sécurité des 13 et 14/09/2022;
- annexe 4 du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du 04/05/2022 par la société OMEXOM;
- mode d'emploi ravitaillement des engins COLAS - version A - n°434854;
- consigne en cas de pollution accidentelle du sol par VESTAS

Les consignes ne mentionnent pas l'information de l'inspection des installations classées en cas de déversement accidentel.

Constats à la base vie :

- la consigne de VESTAS susvisée est affichée;
- 3 bennes sont disponibles pour les 3 catégories de déchets suivantes : bois / carton / autres déchets;
- des palettes en bois (en bon état) sont stockées à même le sol;
- un conteneur permet de stocker les produits chimiques, il est verrouillé par un cadenas;
- un kit anti-pollution est disponible dans un conteneur;
- une cuve d'1 mètre cube de carburant cadenassée, à double paroi selon l'exploitant, est stockée à même le sol.

L'exploitant précise que les palettes stockées en dehors de la benne sont destinées à être utilisées sur le chantier et qu'une géomembrane assure l'étanchéité du sol de la base vie.

Sur demande de l'inspection, un fût métallique contenant des déchets d'aérosols stocké à même le sol est immédiatement déplacé dans le conteneur de produits chimiques.

Aucun kit anti-pollution n'est mis à disposition du personnel de chantier en cours d'opérations sur la plateforme de la future éolienne E1 malgré la présence de plusieurs camions et engins de chantier.

Cette plateforme est située à environ 3 km de la base vie.

Par courriel du 21/10/2022, l'exploitant déclare avoir placé le kit dans un véhicule de manière à le rendre toujours disponible dans l'emprise du chantier et avoir procédé à la commande de 6 kits supplémentaires.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : déclaration de démarrage du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2019, article 1 - Titre III
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à la réalisation de ces opérations, l'exploitant informe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Préfet de l'Indre ; - l'inspection des installations classées ; - la Direction Départementale des Territoires de l'Indre ; - le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Indre ; - le Ministère de la Transition écologique et solidaire – Direction Générale de l'Aviation Civile – Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) – Pôle de Nantes, zone Aéroportuaire CS 14 321 – 44 343 BOUGUENNAIS CEDEX ; - le Ministère de la Défense – Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord à Cinq-Mars-La-Pile (BA 705 – SDRCAM Nord - RD 910 - 37 076 TOURS CEDEX 02) : <p>- des dates de début et de fin de chantier pour l'installation des éoliennes ;</p> <p>- pour chacune des éoliennes, son modèle, sa position géographique exacte, en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), son numéro d'identification inscrit sur son mât, son altitude en mètres NGF (nivellement géographique de la France) à la base ainsi que leur hauteur au sommet (pales comprises) ;</p> <p>[...]</p> <p>Le demandeur devra également transmettre un mois avant le début des travaux le formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien au Ministère de la Transition Écologique et Solidaire Direction Générale de l'Aviation Civile – Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) – Pôle de Nantes, zone Aéroportuaire CS 14321 – 44343 BOUGUENNAIS CEDEX.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - copie des courriers adressés le 28/01/2022 par EDPR au préfet de l'Indre, à la SDRCAM, à la DGAC, à la DDT et au SDIS; - courriel du 28/01/2022 adressé par EDPR à l'inspection des installations classées; - courriel du 26/01/2022 adressé par EDPR à la DGAC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : déplacement de flore protégée (dérogation)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présente dérogation est accordée sous réserve de la mise en œuvre des mesures suivantes: - La mise en œuvre de mesures appropriées (balisage et mise en défens des populations évitées, suivi du chantier par un écologue...), afin de réduire au minimum les impacts du chantier sur les populations des espèces végétales protégées et leur habitat, - Un compte rendu du déplacement devra être réalisé avec les facteurs environnants : nombre d'individus déplacés, température, méthode employée...
Constats : L'exploitant doit fournir un compte rendu complété pour les opérations de déplacement des stations d'Orchis pyramidal.
Observations : Documents consultés : - compte rendu "balisage de l'Orchis pyramidal" du 15/03/2022 par EDPR et ECOSPHERE; - compte rendu "veille ornithologique de l'avifaune nicheuse et déplacement de l'Orchis pyramidal" du 27/06/2022 par EDPR et ECOSPHERE; - compte rendu "veille ornithologique" du 27/07/2022 par ECOSPHERE; - comptes rendus de visite des zones labourées n°7 (semaine 23) et 16 (semaine 35) par EDPR. Le compte rendu relatif au déplacement de l'Orchis pyramidal est incomplet car il ne mentionne notamment pas le nombre d'individus déplacés et ne comporte pas de carte matérialisant la zone initiale et la zone réceptacle. L'inspection constate la réalisation du pan coupé pour l'accès au site par la route départementale n°6 ainsi que le balisage de la zone réceptacle des terres ensemencées par l'Orchis pyramidal dans le virage d'accès à E2.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet